

Economie Libanaise : Ça passe ou ça casse

Samir Nasr

Docteur en Sciences Economiques

Le 4 janvier 2016



Du Premier abord, l'économie libanaise va mal

- Une balance de paiement en déficit qui atteindra 2.5 Millions de \$.
- Une hausse du déficit public qui atteindra 10 à 11% du PIB.
- Une croissance zéro (0.3% dans le meilleur des cas), la pire depuis 1989.
- Une dette publique de près de 90 Millions de \$ soit 145% du PIB.
- Un chômage de près de 25% de la population (37% jeunes).
- Le seuil de pauvreté a été atteint pour plus de 1,7 Million de personnes.
- Le secteur foncier a connu une forte baisse de 20% de transactions.
- Le secteur commercial a connu une chute de 20 à 25%.
- La baisse du prix de pétrole va impacter nombre de Libanais dans les pays producteurs au Golfe et en Afrique et on escompte une baisse des transferts des émigrés de l'ordre de 35% en 2016.
- L'impact des réfugiés syriens au nombre de 1,5 million sur l'emploi, l'infrastructure, les services et les transports, qui est estimé à 2.5 Milliards de \$ et qui est très faiblement amorti par les dons extérieurs, est entrain de bloquer la reprise par un surcoût difficile à couvrir.
- Le blocage politique et institutionnel qui risque d'entraver le nombre de décisions et qui déséquilibre la bonne marche des activités.
- La corruption endémique source de gaspillage et de fraudes qui détruit le capital confiance.
- La crise dans les pays du Golfe qui va certainement se répercuter sur notre activité économique, sur l'emploi et les transports.
- Les conflits ouverts avec un ébranlement des structures étatiques sources de tension, de flux de réfugiés et de régression économique. En sus, le blocage des frontières réduit considérablement l'export.
- L'incertitude politique qui empêche les décisions d'investissement, qui ralentit l'activité et qui sape la confiance.

- La montée des revendications sectorielles et salariales justifiées mais impossible à satisfaire dans un contexte où les marges de manœuvre sont limitées.
- La déliquescence de l'administration livrée à elle-même, avec un sentiment de laisser aller et un pouvoir politique corrompu et impuissant. Ajouter à cela une gestion chaotique des secteurs vitaux tels que l'énergie, l'eau, les ordures, la sécurité sociale et l'infrastructure.
- Les réformes sont reléguées aux calendes grecques (là où la Grèce a dû les subir de plein fouet et avec des sacrifices pour la population très élevés et ce malgré un soutien européen massif). La difficulté d'envisager une sortie de crise car la présidentielle est un élément du puzzle, le gouvernement, le programme, les législatives, le consensus et les problèmes à faire passer des mesures nécessaires et impopulaires sont la partie la plus complexe à mettre en œuvre.
- Enfin, il est clair que la partie interne est à la limite moins complexe que la partie régionale.

Cette dernière a besoin d'un miracle pour stabiliser les pays voisins ensuite réintégrer les réfugiés dans le circuit économique dans un contexte de prix de pétrole bas et des pays du Golfe essoufflés.

• **Nous avons quelques éléments positifs :**

- Un secteur bancaire résilient et solide avec un total bilan de 182 Milliards de \$ (150 Milliards de dépôts).
- Un financement souple de l'économie grâce à un certain nombre de dispositions de la BDL pour soutenir l'habitat, l'environnement, les PME, l'éducation, l'énergie renouvelable. Le soutien à l'économie en 2015 a été de 1 Milliard. Il sera de 1,5 Milliard en 2016.
- La CMA a été créée et bientôt une bourse électronique.
- Une bonne nouvelle est la chute de près de 50% des prix des carburants ce qui va se répercuter à la fois sur les coûts de production, le pouvoir d'achat, le déficit public, la balance des paiements et bien entendu le coût du transport.

De ces faits, il nous semble qu'il y a un dérapage contrôlé uniquement par des ressources de la BDL, la solidité du secteur bancaire et un maintien de ressources de financement public. Malgré les fuites, fraude, gaspillages et contrebande.

Alors ça passe ou ça casse ?

Tout concourt à penser que l'économie ne pourra pas tenir sans une bonne nouvelle qui devra débloquer la situation. Il devient impératif de renverser la tendance, car si 2016 se présente sous le même aspect ou pire ce sera la faillite programmée de nombre d'entreprises et un recul de pouvoir d'achat menant à une tension solide extrême. On ne connaît pas les formes que prendrait le ras-le-bol mais il y a des risques de dérapages.

On ne peut pas jouer indéfiniment avec le barrage qui empêche l'effondrement.

L'indicateur de la balance de paiement est le plus inquiétant car si les réserves sont importantes, elles ne sont pas infinies. Il devient vital de pallier le manque de perspectives extérieures par des mesures internes de reprise.

L'état est confronté à nombre de demandes d'indemnisation à cause de la mauvaise gestion, de l'improvisation et surtout des politiques contradictoires au sein même de l'exécutif.

Pour que la confiance reprenne, il faudrait tout de suite une redynamisation du processus institutionnel, couplé à un gouvernement technocrate de travail qui aura un programme très chargé de réformes et de remise sur pieds de l'administration, des services publics, de l'infrastructure et de l'économie, entrouvrant des compromis sociaux qui empêcheraient l'explosion.

Les baisses de l'activité ont été graduelles jusqu'à présent, sans solution à terme, elles deviendraient rapides dans un environnement tendu.

La tension politique étant à son comble, il est important de comprendre l'enjeu réel qui est le maintien de notre modèle, la survie de notre économie et la stabilité monétaire. Sans ces variables, il nous sera très difficile d'éviter le pire.

Avons-nous le temps ? L'expérience montre que la dégradation devient vite exponentielle et la situation peut devenir non maîtrisable.

La solidité de nos institutions bancaires, monétaire et de sécurité sont des garants mais à trop forcer sur la corde elle peut ne pas tenir.

Il faut dire que nous avons passé un cap difficile (2011-2015), il nous reste à surmonter la phase complexe (2015-2020). C'est facile de rejeter la faute sur les événements régionaux, mais il y a une responsabilité interne évidente.

Lorsque la responsabilité locale existe elle peut amortir les chocs et trouver des palliatifs et des alternatives. Lorsqu'elle est inexistante, les problèmes sont encore plus aigus et leur impact devient fortement relatif.

Il y a donc un moyen d'éviter que ça casse, c'est de permettre aux activités économiques de souffler et pour cela créer les conditions structurelles de la confiance.

Les acteurs politiques sont inconscients et leur discours montre qu'ils sont obnubilés par le critère de représentation. Mais pour faire quoi ?

Le blocage est devenu une routine sordide, car tous veulent une participation à la décision mais sans vision, ni perspectives ni solution proposée.

Si la suggestion vient de l'autre bord, elle est rejetée. La démarche politique est complètement à bout de souffle et de désintérêt, et le rejet par la population de ces pratiques devient très élevé.

C'est pour cette raison, et pour éviter que ça casse, ils vont mieux laisser la place à une équipe de gestionnaires avertis au moins le temps d'effectuer les réformes indispensables.

Il ne faut pas espérer un flux extérieur, ou une bouffée d'oxygène : le pétrole est au plus bas. Le Golfe est en crise, les pays d'Afrique également, les conflits sont ouverts, le monde n'a pas encore surmonté la baisse de la croissance sauf aux USA.

Il ne reste que la marge de manœuvre interne. Ou bien il y a un sursaut et c'est une sortie de crise ou il y a un entêtement de la part de ces acteurs et ça risque de casser, en 2016 ou un peu plus tard.
